

# L'artiste : l'employé de l'année de l'entreprise néolibérale ?

## L'art est-il utile au social? (II\*)

> Baptiste De Reymaeker, coordinateur de l'asbl Culture & Démocratie

Pour se reproduire, le capitalisme n'a qu'une solution : capter encore et toujours plus d'individus sous son régime. Pour ce faire, la seule coercition ne suffit plus, il doit également séduire et développer des mécanismes de plus en plus fins d'adhésion des individus à la logique salariale, autrement dit « trouver les moyens de créer des motivations joyeuses qui poussent à se rendre au travail ». Parmi ces instruments, la figure de l'artiste et toute la logique esthétique qui lui est généralement associée (anti-autoritarisme, horizontalité, créativité, réalisation de soi, etc.) occupe une place de choix. Le nouveau management est très à son aise pour y trouver les « affects joyeux intrinsèques » permettant d'aligner le désir des salariés sur la logique capitaliste et que se confondent « vie salariale et vie tout court ». C'est donc avec une grande prudence que doit s'entendre le discours sur les bienfaits de l'éducation artistique dans laquelle la grammaire de l'exploitation puise les moyens de son renouvellement. Toutefois, comme le suggère B. De Reymaeker, il existe une parade, une piste pour fuir cette nouvelle servitude, celle de l'artiste en colère.

« L'État devrait chercher à conduire les hommes de façon telle qu'ils aient le sentiment, non pas d'être conduits, mais de vivre selon leur complexion et leur libre décret. »

Spinoza, *Traité politique*, X, 8

À la suite de la lecture de  
*Capitalisme, désir et servitude*, de Frédéric Lordon<sup>1</sup>,

\* Cet article est le deuxième volet d'un premier texte « Affilier, rendre, émanciper. Ce que l'art peut faire au social », publié dans la Revue de l'Observatoire, n° 70, L'art peut-il être utile au social? octobre 2011, p. 151.

1. Lordon Frédéric, *Capitalisme, désir et servitude*. Marx et Spinoza, Paris, La Fabrique éditions, 2010.

C'est un constat devenu lieu commun celui du devenir entreprise du secteur public, non-marchand<sup>2</sup>. Sociétés de transport en commun, missions locales pour l'emploi, associations d'éducation permanente, institutions culturelles, hôpitaux, tous semblent se soumettre, dans leur fonctionnement, à des logiques managériales, issues du secteur marchand, qui se diffusent dans un lent — mais sûr — mouvement de « percolation ».

Le développement du modèle capitaliste néolibéral est en effet devenu tel qu'il ne détermine plus uniquement les formes de l'économie, mais également celles des sociétés et des États qui ordonnent les cadres juridiques et institutionnels de ces dernières. Le capitalisme normalise désormais la société dans son ensemble : il œuvre à la « prédisposition générique à la vie salariale<sup>3</sup> ».

Le salaire est, au minimum, ce qui nous lie au Capital, et ce, quel que soit l'employeur. *Coca-cola, H&M, Brico...* ne sont pas les seules à être des entreprises capitalistes. Un cabinet, une administration, un service à la population, une institution subventionnée, concourent également à assoir le modèle néolibéral — ne fût-ce que parce qu'ils sont pourvoyeurs de salaires : à savoir qu'ils achètent la force abstraite de travail de leurs employés.

« Le rapport salarial est l'ensemble des données structurelles et des codifications juridiques qui rendent possible à certains individus d'en impliquer d'autres dans la réalisation de leur propre entreprise. Il est un rapport d'enrôlement. Faire entrer des puissances d'agir tierces dans la poursuite de son désir à soi, voilà l'essence du rapport salarial. » (p. 19)

Le rapport salarial est fondamentalement un rapport de dépendance : l'un — l'enrôleur — détient les conditions de la reproduction matérielle de l'autre — l'enrôlé. C'est donc l'aiguillon de la faim qui oblige le travailleur à mettre sa puissance d'agir au service du désir patron. C'est le « fond inamovible, l'arrière-plan permanent » et triste de tout rapport salarial. « Combien d'entre-

prises capitalistes resterait-il, les individus dégagés de la nécessité matérielle ? »

Pour durer, c'est-à-dire pour maintenir l'enrôlement des travailleurs dans l'entreprise, le capitalisme ne pouvait cependant compter uniquement sur la menace, formulée à l'adresse des individus réfractaires, de ne plus satisfaire leurs besoins basaux. Sans salaire, l'individu se retrouve de facto sans les ressources minimales nécessaires, si pas à sa survie, à son indépendance.

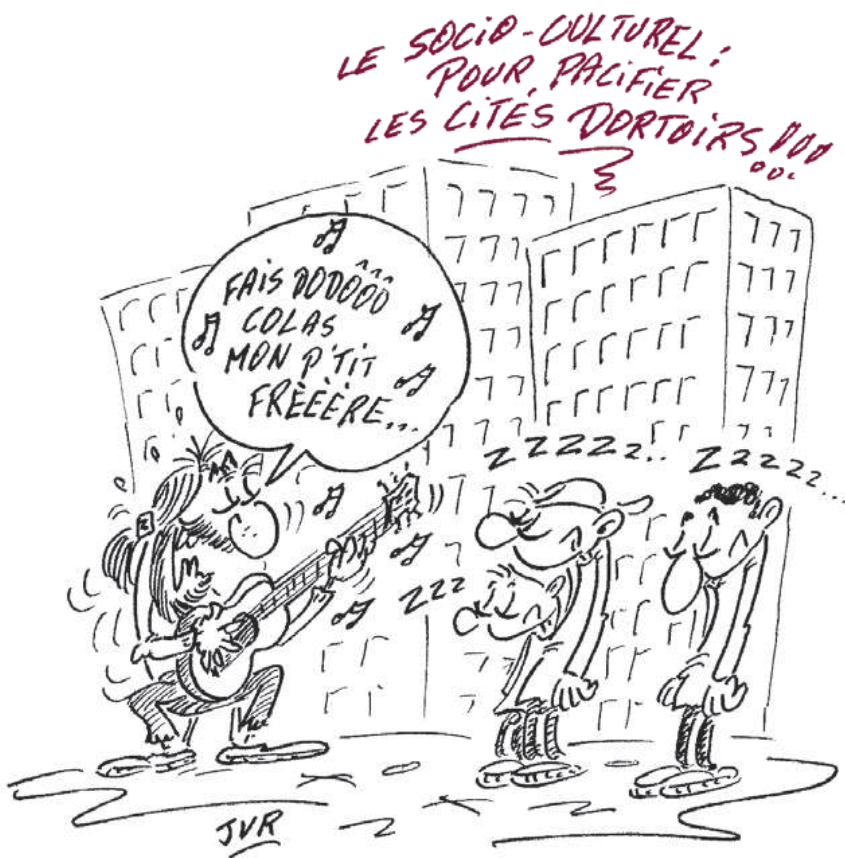
En effet, le risque d'une réaction colérique de masse face à cette menace était trop grand. Il fallait, pour assurer la stabilité du système, trouver les moyens de créer des motivations joyeuses qui poussent à se rendre au travail — un déguisement pour la crainte. L'objectif était de faire de l'enrôlement (contraint), un alignement (consenti).

« Défaite de toutes ces connotations d'effervescence et d'enthousiasme, on peut donc bien dire qu'est cause de joie l'obtention de l'argent qui permet la satisfaction du désir basal — mais comme l'est d'avoir la vie sauve dans le rapport d'esclavage. Or, il entre dans la longévité du capitalisme d'avoir su enrichir le complexe passionnel du rapport salarial, et notamment d'y avoir fait entrer d'autres occasions de joie, plus franches. La plus évidemment connue tient au développement de la consommation. De tous les facteurs de reconduction des rapports de dépendance salariale, l'aliénation marchande en ses affects caractéristiques est sans doute l'un des plus puissants. » (p. 49)

C'est en ajoutant aux affects tristes et intrinsèques de *l'aiguillon de la faim* ceux, joyeux, de l'accès élargi aux biens de consommation, et donc en complétant « le désir d'éviter un mal (le dépérissement matériel) par le désir de poursuivre des biens (mais sous la seule forme des biens matériels à entasser) » que le projet néolibéral a étendu la dépendance du salariat par rapport au patronat.

2. Et, plus généralement, le devenir production de l'activité humaine, quelle qu'elle soit.

3. Les expressions entre guillemets dans le corps du texte sont tirées de l'ouvrage de Frédéric Lordon



L'alignement intégral du désir des travailleurs sur celui des entrepreneurs capitalistes — qui seul permettrait au modèle néolibéral une pérennité définitive — n'est toujours pas garanti cependant. Si la joie consumériste est bien un affect joyeux qui tend à sa reproduction, elle reste extrinsèque et donc, à tout moment, remplaçable.

Le travail de production et de contrôle des désirs humains doit encore aller plus loin : la tâche est désormais de produire des affects joyeux intrinsèques.

« C'est-à-dire intransitifs et non pas rendus à des objets extérieurs à l'activité du travail salarié (comme les biens de consommation). C'est donc l'activité elle-même qu'il faut reconstruire objectivement et imaginativement comme source de joie immédiate. Le désir de l'engagement salarial ne doit plus être

seulement le désir médiat des biens que le salaire permettra par ailleurs d'acquiescer, mais le désir intrinsèque de l'activité pour elle-même. [...] Désir du travail heureux, [...] désirs de « l'épanouissement » et de la réalisation de soi dans et par le travail. » (p. 76)

*La vraie vie n'est pas ailleurs.* La tâche est de convaincre les individus que vie salariale et vie tout court se confondent, « que la première donne à la seconde ses meilleures occasions de joie ».

Une des caractéristiques des nouvelles logiques managériales — celles mises en place pour une mobilisation joyeuse et totale (c'est-à-dire intrinsèque) de nos affects joyeux, alignés au *désir-maître* du Capital/de l'entreprise — est d'avoir intégré l'exigence, floue, de la créativité, corrélée à celle, plus nette, de l'innovation.

Frédéric Lordon, après avoir pointé le pouvoir actionnarial comme première évolution des structures du capitalisme qui mène à l'*enrôlement* total, écrit :

« La seconde de ces évolutions tient plutôt à la transformation des tâches productives, où entrent aussi bien les exigences de l'économie de services, notamment relationnelles et dispositionnelles, que les formes de créativité requises par des rythmes d'innovation soutenus dont les stratégies de compétitivité font leur arme principale. Or toutes ces tâches à contour flou rompent avec les tâches déterminées et délimitées de l'entreprise fordienne telles que, de fait, elles fixaient assez précisément le quantum de puissance d'agir à mobiliser, tolérant donc que le reste lui échappe. La conjonction des pressions productives sans fin, particulièrement du fait d'objectifs de rentabilité financière en constant relèvement et de l'indétermination relative des tâches, ouvre la perspective de l'engagement illimité de soi pour des salariés appelés à entrer dans le régime de la vocation totale. » (p. 58)

Dans quelle mesure, quand les travailleurs du secteur public, et, plus spécifiquement ici, de ses « sous-sections » à vocation « sociale », mobilisent l'art/la créativité dans leurs pratiques, ne participent-ils pas, inconsciemment souvent, à ces nouvelles exigences managériales, à ce projet d'enrôlement total des salariés dans leur vie de labeur ?

Art à l'école. Art dans les CPAS. Art dans les prisons. Art dans les hôpitaux. Les projets menés dans de tels cadres sont-ils des manières de répondre aux impératifs de spontanéité, de créativité, d'innovation que « le nouveau management » formule ? Si ces initiatives, qui font appel à l'art et se réalisent au sein de structures à finalité initialement « sociale », semblent, dans leurs argumentaires, tournées vers les usagers de ces structures, ne s'instaurent-elles pas d'abord pour les travailleurs ?

Gérard Creux, sociologue français, enseignant à l'IRTS de Besançon, a étudié les conséquences, sur les travailleurs sociaux, de l'intégration des pratiques artistiques dans leur travail, alors même que ce dernier est en crise — en plein désenchantement, préfère dire Creux.

« Et finalement, ne pourrions-nous pas parler aujourd'hui de « désenchantement du travail social » en lieu et place du terme de « crise du travail social », terme fourre-tout au contour incertain ? Comment, à partir de ce point de vue montrer que les conduites artistiques de certains travailleurs sociaux puissent conduire à un « réenchantement du travail social », c'est-à-dire à un processus qui restaure l'éthique du travailleur social et par extension participe à une reconstruction identitaire<sup>4</sup> ? »

Le travailleur social maniant « l'outil artistique » dans le cadre professionnel reste plus mobilisé par sa mission, plus proche de ses idéaux de départ, « enchanté ». Celui qui n'aura pas eu la volonté, l'occasion, la chance, voire l'injonction (qui sait ? peut-être un jour) de se frotter aux

pratiques artistiques, sera, à l'inverse, démobilisé, amer sur ses motivations qui l'avaient poussé à s'engager dans ce métier : désillusionné, désenchanté.

Pour Gérard Creux, l'art est le lieu d'une résistance possible à l'*hyper*rationalisation du travail social, qui, profondément humain, se dénature en devenant trop « programmé », soucieux de sa « gouvernance » :

« L'art ne peut rien faire pour empêcher la montée de la barbarie [...] <sup>5</sup> car il « ne peut pas changer le monde, mais il peut contribuer à changer la conscience et les pulsions des hommes et des femmes qui pourraient changer le monde<sup>6</sup> ». Dans ces conditions, les conduites artistiques des travailleurs sociaux pourraient constituer un refuge qui contribuerait à une forme de réenchantement professionnel<sup>7</sup>. »

Frédéric Lordon nous dit tout autre chose du processus de ré-enchantement du travail (de tout travail salarié). Il le décrit comme ce qui « repousse le spectre de l'effondrement triste ». Le ré-enchantement c'est « la re-création d'un désir propre, aligné mais distinct du désir-maître », la « récupération d'un sens idiosyncratique susceptible de faire pièce au vide du travail abstrait », la « reconstruction d'un désir-objet sous l'effet d'un métadésir de vivre heureux, ou au moins joyeux, en tout cas hors du non-sens. » Dit autrement par Laurence Baranski, il s'agit de « transformer une pression exogène en motivation endogène. »

Combien de témoignages de travailleurs sociaux s'étant investis avec les usagers dans des projets artistiques n'avons-nous pas entendu qui nous apprenaient que, dans le cadre par exemple d'un projet théâtre, ils répétaient le soir, le week-end. Ces dires n'illustrent-ils pas que le ré-enchantement du travail est aussi une manière de parvenir à la confusion, souhaitée par le modèle néolibéral, entre *la vie au travail et la vie tout court* ? L'élan qui nous pousserait à saluer cet

4. Intervention de Gérard Creux lors du colloque organisé par l'institut Cardijn (Louvain la Neuve) à l'occasion de son 90<sup>e</sup> anniversaire : *Art, culture et travail social. Ré-enchanter le social*.

5. MARCUSE Herbert, *Contre-révolution et révolte*, Paris, Éditions Seuil, 1973, p. 152.

6. MARCUSE Herbert, *La dimension esthétique. Pour une critique de l'esthétique marxiste*, Paris, Éditions Seuil, 1979, p. 45.

7. 7 Intervention de Gérard Creux lors du colloque organisé par l'institut Cardijn (Louvain la Neuve) à l'occasion de son 90<sup>e</sup> anniversaire : *Art, culture et travail social. Ré-enchanter le social*.

engagement, cet investissement, ce don de soi, ne doit-il pas être reconsidéré ? Ne devrait-on pas nous inquiéter de cette soumission affective, toute joyeuse soit-elle, dans laquelle se maintient, peut-être, le travailleur social vis-à-vis de l'« entreprise » à qui il offre sa puissance d'agir ? Nous en soucier d'autant plus qu'important est l'écart entre l'utopie du travailleur social — la conviction que l'art lui permettra d'une part de résister à la vacuité de son travail robotisé et d'autre part d'accompagner les personnes avec/ pour qui il travaille dans leur propre résistance et émancipation — et celle de l'employeur (le patron ou l'organisme subsidiant) — l'idéalisation du travailleur devenu artiste.

« L'artiste n'est-il pas la figure même de la « volonté libre » et de l'engagement de soi sans réserve et, plus exactement, ne témoigne-t-il pas par excellence que le second est le corrélat de la première ? Aussi l'artiste tire-t-il sa productivité propre de l'alliance entre sa compétence spécifique et la coïncidence à son propre désir. Telle est la formule idéale que l'entreprise néolibérale voudrait reproduire à grande échelle, évidemment sous la condition que pour chacun de ses salariés, le « propre désir » se trouve aligné avec son désir à elle. » (p. 160-161)

*Vous mélangez tout ! pourrait-on me rétorquer. Certes, il y a l'intégration de l'art, de la créativité dans la façon de gérer les ressources humaines des entreprises capitalistes, mais ces entreprises ne sont pas à confondre avec les entreprises publiques, sociales, qui font un tout autre boulot.*

Il semble que Lordon nous propose un diagnostic plus radical. Il nourrit un soupçon plus profond sur l'état réel de nos capacités à résister et à (s') émanciper. Il voit dans « les tendances générales du déplacement de l'économie vers le secteur des services où la performance productive est avant tout une performance humaine, c'est-à-dire affective et comportementale », l'œuvre

d'une utopie néolibérale — guidant aussi les politiques publiques (et sociales) de nos États — qui souhaite refaçonner intégralement les individus.

Les logiques du management, celles de la bonne gouvernance, sont clairement adoptées par nos politiques publiques. C'est tout l'appareil d'État qui met en tension son domaine. Les messages d'optimisation, de rationalisation, mais aussi de participation, de réalisation de soi... sont émis depuis sa tête. Du travailleur ACS aux vice-chefs tous sont concernés.

Cette généralisation du « management » comme modèle unique du *fonctionnement de l'humain au travail* a touché, c'est indéniable, le secteur social. Ses objectifs prioritaires sont, depuis le début des années 1990, de plus en plus précisés : ceux de réactiver, de remettre au travail, de réinsérer dans le marché de l'emploi. Le travail est ce qui normalise. Tout ce qui est hors doit y entrer d'une manière ou d'une autre. L'humain n'est pas la ressource, mais la matière première : la pâte qui doit entrer dans le moule.

Et souvent, c'est ce même secteur, (aux frontières de ceux de la Justice et de la Santé), qui doit rappeler ou contrôler l'*aiguillon de la faim*, cette crainte première, fondement de la condition salariale et qui fait de l'allocation la forme du salaire la plus proche de son essence (le travail en prison, celui des enfants et des personnes handicapées seraient d'autres formes qui n'en seraient pas éloignées non plus). Il y a une sorte de méta-contribution du secteur social au projet de société du néolibéralisme. Le secteur social est un agent fort de normalisation. Un enjeu énorme. Pour mener à bien pareille entreprise, le secteur a subi de fortes mutations internes : il a fallu qu'il se réorganise : se mécanise. Ne forme-t-on pas dans nos écoles sociales, des ingénieurs ?

Dans ce contexte, informé du fait que l'art et la créativité sont un outil utilisé et une compétence recherchée par le modèle de capture totale que tente d'imposer les « nouvelles » pratiques du management d'entreprise et que ces pratiques sont actives — sous de très diverses formes — également dans l'entreprise pour/par laquelle



il travaille, n'est-ce pas un moment nécessaire, même s'il est décourageant, celui du recul sur sa pratique que prendrait le travailleur social qui aurait pu mener un projet créatif avec les usagers de son service et s'y investir à fond? Même si les pratiques artistiques, dans des institutions sociales, sont tournées vers des usagers et non vers le travailleur lui-même ou vers la communauté des collègues, mobilisées alors pour faire une activité de *team building*, Lordon nous incite à nous interroger.

Que fait le travailleur social en s'investissant dans un projet artistique (dans le cadre de sa pratique professionnelle)? Est-ce qu'il rentre dans un piège? Le ré-enchantement qui le ravit est-il vraiment une résistance à l'abstraction qu'est devenu le travail (social) vidé de son sens, réduit à des mécanismes prédéterminés? Pourrait-on pousser le soupçon jusqu'à envisager que la résistance puisse, jusqu'à un certain point, servir le (macro) processus d'alignement global impulsé par le projet de domination néolibérale au moyen du « management »?

Certes le ré-enchantement est un *remède* pour celui qui, victime de la « déréliction du travail abstrait », se résigne (résolument, la vraie vie est ailleurs, dans les huit autres heures réveillées et le week-end) ou entre en dépression (qu'est d'autre le *burn-out* qu'une grève générale de travailleurs qui ne savent plus comment se réunir pour contester?)

Si on considère avec Frédéric Lordon que le ré-enchantement au travail est un effet recherché qui conforte le projet de « colinéarisation » des salariés (l'autre nom de citoyen) sur le tracé décidé et dessiné par le patron, et si on admet avec Gérard Creux que l'art ré-enchanté le travail social, on ne peut par contre plus le suivre en considérant l'art comme lieu de résistance. Au contraire, on y verra la possibilité d'une plus grande emprise du désir-maître capitaliste sur les désirs/les occasions de joie des travailleurs.

« Leur faire croire que s'activer au service de la capture, c'est œuvrer à leur propre « réalisation », que leur désir est bien là

## Un nouveau contrat culturel pour l'enseignement

Fidèle à une ligne de conduite définie il y a près de vingt ans, Culture et Démocratie affirme que la culture et l'éducation sont les fondements essentiels de la démocratie. Convaincus, comme Stéphane Hessel, qu'il est urgent de nous libérer d'un modèle fondé sur « les moyens de communication de masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous », les animateurs de l'asbl ont organisé six tables-rondes sous le titre générique: « Un enseignement en culture: de l'utopie à la réalité ».

Le troisième cahier de Culture et Démocratie résume près de deux ans de travaux et d'échanges autour de la question de la place de la culture et de la création dans l'enseignement. « L'indispensable révolution » synthétise les interventions des rencontres et des débats organisés au sein de Culture et Démocratie et le commentaire critique qu'ils ont inspiré. L'ouvrage se conclut par des recommandations adressées aux responsables politiques et à tous ceux qui sont partie prenante de notre système éducatif.

*L'indispensable révolution: culture et création au coeur de l'enseignement* est disponible en ligne ou peut être commandé sur [www.cultureetdemocratie.be](http://www.cultureetdemocratie.be)



## Les dix propositions de Culture et Démocratie

1. Renforcer la place de la culture, de l'art et de la création dans l'enseignement obligatoire et dans l'enseignement supérieur.
2. Renforcer la formation culturelle et artistique — savoirs, compétences et pratique — des enseignants. Réserver une place significative à cette formation dans l'enseignement supérieur pédagogique.
3. Affirmer, dans toutes les disciplines et dans tous les types d'enseignement, la nature culturelle des savoirs scolaires.
4. Développer de manière structurelle, dans l'enseignement obligatoire, les dispositifs de collaboration Culture-Enseignement.
5. Professionaliser le métier d'intervenant culturel et/ou de médiateur culturel.
6. Mettre en œuvre la formation à une compréhension critique de l'image — au sens le plus large — dans l'enseignement obligatoire et dans l'enseignement supérieur pédagogique.
7. Développer l'accès cognitif et matériel à toutes les ressources utiles aux enseignants et aux jeunes en matière de formation culturelle et artistique.
8. Restaurer des pratiques artistiques dans le temps et l'espace de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement supérieur.
9. S'inspirer des principes et des pratiques mises en place par les pédagogies alternatives.
10. Inscrire la dimension culturelle de l'enseignement dans l'espace.

où ils se trouvent, que « le hasard » fait bien les choses puisque l'agréable s'ajoute à l'utile, les « accomplissements » du sujet aux nécessités de sa reproduction matérielle : toutes ces opérations imaginaires d'induction affective sont celles de l'exploitation passionnelle, et quand elles sont particulièrement réussies, alors s'ajoute l'expression commune, les enrôlés ne marchent plus, ils courent. » (p. 158)

Un art qui ne provoquerait pas le ré-enchantement du travail social. Un art qui serait l'expression d'un antagonisme, d'une rébellion, d'une lutte, syndicale ou politique au cœur même de l'entreprise (*Coca Cola* ou le *royaume de Belgique*), qui ne serait l'occasion de joie au *travail*, mais l'occasion de colère. Voilà un art dont on pourrait dire qu'il émancipe quiconque s'y frotte.

Ce n'est pas qu'il y ait des occasions de joie dans le cadre d'une activité salariée qui soit le problème : le problème c'est que ces occasions de joie sont extrêmement cadrées, captées.

« Si exploitation il y a, elle est donc davantage du ressort d'une théorie politique de la capture que d'une théorie économique de la valeur. » (p. 153)

S'émanciper, alors, c'est multiplier ses puissances d'agir. C'est mettre en débat, égalitairement, tout ce qui nous affecte tous. Faire en sorte qu'on soit « le plus nombreux à penser le plus possible » (Étienne Balibar). Affirmer que *travail* « n'absorbe pas toutes les possibilités d'effectuations sociales offertes aux puissances d'agir individuel. »

« Même si le rapport salarial capitaliste sépare les travailleurs des moyens et surtout des produits de la production, l'exploitation passionnelle ne sépare pas les individus de leur propre puissance, et il faut cesser de penser l'émancipation comme la magnifique opération qui la leur rendrait. Si elle ne les en sépare pas, l'exploitation passionnelle en revanche fixe la puissance des individus à un nombre extraordinairement restreint d'objets [...] — l'esprit rempli par trop peu de choses mais entièrement, et empêché de se redéployer au large. En ce sens, le salarié rivé, fût-ce joyeusement, à son unique objet d'activité n'est pas aliéné différemment du cocaïnomane dont l'esprit est entièrement rempli d'images de poudre. » (p. 184-185)

Une chance ! La possibilité d'un détournement ! La figure de *l'artiste que devrait être tout salarié* a été pointée, plus haut, comme piège — la possession des autonomies, des libres arbitres, des joies : une servitude inédite. Mais, elle peut mener à une issue :

« Il est un point où l'allègement hiérarchique, en vue de mieux laisser s'exprimer la libre créativité des créatifs, devient contradictoire avec l'existence même de la structure de la capture. [...] Si vraiment l'artiste se présente comme une incarnation possible et désirable du travailleur, et ceci du point de vue même du capital, alors c'est l'idée même du salariat comme rapport de subordination hiérarchique qui se trouve fondamentalement mise en question. » (p. 161-162)